

CONSTANTINE

Le chantier du tramway paralysé par une grève

*Les chantiers du tramway de Constantine, conduits par le consortium franco-italien Alstom-Pizzaroti ont tourné, hier, au ralenti. Et pour cause, près de 600 travailleurs ont observé un arrêt de travail d'une journée pour exiger «la révision de la grille des salaires et demander l'amélioration de leurs conditions de travail».*

Tous les chantiers du tramway de Constantine, lesquels accusent déjà un grand retard, pour des contraintes d'ordre technique, ont été paralysés par les travailleurs qui ont observé durant toute la matinée

d'hier, un rassemblement devant la direction du projet Alstom-Pizzaroti, sis au chantier des dépôts du tramway, à Zouaghi.

Ce rassemblement s'est tenu en vue de dénoncer notamment «le non-respect

par l'administration des accords et promesses convenus».

Dans une plate-forme de revendications remise aux responsables, les grévistes exigent, entre autres «le départ, sans délai, du chef du personnel». Ils accusent, en effet, ce dernier «d'abus de pouvoir et de dépassements contraires et au code de travail et à la morale». Et notamment, explique un travailleur du chantier du viaduc de l'université Mentouri,

scandalisé par «les licenciements et les ruptures de contrats d'ouvriers sans préavis», pour des motifs «fallacieux et injustes». En outre, ils sollicitent la reconduction des contrats, arrivés à terme, de plusieurs centaines de travailleurs.

Dans le même sillage, des protestataires, rencontrés près de l'entrée du siège en question, parlent aussi de «dépassements» de la part de certains responsables italiens. En effet, selon ces der-

niers, plusieurs ouvriers auraient fait l'objet, pour des raisons inconnues, «d'insultes et d'humiliation».

Aussi, les grévistes, qui promettent de durcir leur mouvement de protestation dans les jours à venir, si leurs doléances ne seront pas satisfaites, exigent «le paiement des prestations des œuvres sociales de l'année 2010 ainsi que le paiement des allocations familiales des années 2009 et

2010», qu'ils n'ont pas encore perçues.

Il convient de rappeler que les mêmes revendications, objet de cet énième mouvement de protestation qui vient affecter encore le chantier du tramway, ont été exprimées par les grévistes lors de la dernière visite de M. Amar Tou, ministre des Transports, lequel avait promis de les prendre en charge, mais en vain.

Farid Benzaid

TENSIONS AU MINISTÈRE DE LA COMMUNICATION ET À L'APS

Les travailleurs ont observé hier un mouvement de protestation

*Les travailleurs de l'APS ont observé hier un mouvement de protestation. Ils ont contesté leurs conditions de travail, leur salaire ainsi que le «harcèlement subi au quotidien». Les travailleurs du ministère de la Communication ont aussi quitté leurs bureaux pour contester le projet de suppression de la prime de rendement individuel ainsi que le licenciement d'agents de sécurité.*

**F.-Zohra B. - Alger (Le Soir)** - Les travailleurs ont quitté hier spontanément leurs bureaux pour se rassembler devant le siège de l'APS et le ministère de la Communication.

Exprimant leur ras le bol, les travailleurs de l'APS représentant les services technique, administratif et multimédia ont dénoncé «la discrimination pratiquée par les autorités de tutelle concernant les rémunérations entre la rédaction et les autres

services». Les travailleurs de l'agence de presse ont aussi dénoncé «la politique du poids deux mesures concernant la question du positionnement des employés de l'agence». Ils diront aussi que leur direction leur refuse l'accès à la formation. «Le syndicat de l'agence ne défend pas nos droits, il est composé principalement de journalistes, nous voulons notre propre syndicat, qui prenne en charge nos revendications.

Nous n'avons d'ailleurs pas voté pour l'actuel syndicat dont les instances n'ont pas été renouvelées bien que leur mandat ait expiré depuis trois mois. Nous demandons donc le renouvellement de ses instances», ont déclaré les travailleurs de l'APS.

Ils évoqueront aussi la question des contractuels qui n'ont pas été confirmés depuis dix années. «Concernant l'augmentation votée par le gouvernement, elle n'a pas été appliquée à ce jour. L'actuel DAG nous fait aussi subir un harcèlement moral au quotidien, ce n'est plus possible de travailler dans ces conditions. Nous subissons la hagra en silence mais nous ne nous taisons plus désormais !» se sont indignés les travailleurs. S'estimant lésés dans leur droit, ils exigeront aussi une revalori-

sation de leurs salaires jugés dérisoires. Ayant été reçus en fin de matinée par le directeur général de l'APS, les protestataires ont reçu, selon leurs déclarations, la garantie que la hausse des salaires aura lieu avant la fin de ce mois de mars. Ils disent cependant rester mobilisés en attendant l'amélioration de leur situation professionnelle.

Pour leur part, les travailleurs du ministère de la Communication sont sortis pour protester contre la décision de suppression de la prime de rendement individuel (PRI) et le licenciement de huit agents de sécurité. Ils ont cependant été assurés avant la fin de la matinée, de la garantie du maintien de la prime.

F.-Z. B.

PRÉSENTATION DU PROJET DE LOI DU CODE COMMUNAL  
33 APC connaissent des situations de blocage

*Attendu depuis longtemps, le projet de loi portant code communal était hier en débat à l'APN. L'occasion pour le ministre de l'Intérieur de faire un état des lieux de la gestion actuelle des communes. Il en ressort que 33 APC ont connu des situations de blocage et 5 présidents d'APC ont été définitivement condamnés par la justice pour divers délits.*

**Nawal Imès - Alger (Le Soir)** - Daho Ould Kablia, qui présentait le projet de loi, affirmait hier qu'en 2008, 32 élus ont dû faire face à des situations de retrait de confiance dont 21 pour différends «graves» entre élus et 11 pour mauvaise gestion. Le ministre de l'Intérieur a également fait savoir que 33 APC ont connu des situations de blocage telles que l'administration a dû intervenir. 206 membres élus et 34 présidents d'APC avaient été momentanément suspendus. 49 ont été réintégrés parmi eux 9 présidents d'APC. 23 élus n'ont pas eu

cette chance puisqu'ils ont été définitivement condamnés par la justice dont 5 présidents d'APC.

Le ministre de l'Intérieur faisait ces déclarations dans un hémicycle déserté par les élus du RCD et du FNA qui ont boycotté la séance. Les députés des autres formations politiques ont quant à eux eu, à leur demande, des temps d'intervention plus longs. Ils ont pu intervenir dix minutes durant pour dire ce qu'ils pensaient du projet. En dépit des différences d'appartenance politique, les députés reprochent aux dispositions contenues dans la mouture qui leur est présentée d'être liberticides. Ils craignent de voir les prérogatives des élus réduites comme peau de chagrin et revendiquent une délimitation claire des missions des présidents d'APC et des autres élus tout en dénonçant la non-association des élus à l'élaboration du projet de texte. Le texte fait l'objet de plusieurs amendements mais les députés les ayant introduits ne fondent que très peu d'espoir sur leur aboutissement. Ils se sont hier longuement attardés sur le chapitre

intitulé «de la responsabilité de la commune» qui stipule que la responsabilité personnelle du président de la commune est engagée en cas de «dommages subis par la commune et/ou par des citoyens lorsqu'il est établi que le président de l'Assemblée populaire communale n'a pas pris de mesures de précaution découlant des attributions qui lui sont dévolues par les lois et règlements en vigueur, pour prévenir et éviter le dommage». L'article 170 dans le projet de loi de code communal fait également état de l'engagement par le président d'APC de sa responsabilité civile et pénale «lorsqu'il prend une décision passant outre le ou les avis réglementaires émanant des services techniques ou administratifs légalement habilités à se prononcer sur cette décision...».

Des dispositions qui font dire aux élus que les responsabilités nouvelles des présidents d'APC doivent impérativement être accompagnées de prérogatives plus larges. Ils auront quelques jours pour faire entendre leurs voix avant que la mouture finale ne soit avalisée.

N. I.

ÉLECTION DU CONSEIL DE L'ORDRE DES AVOCATS D'ALGER

Les robes noires optent pour l'abstention

*La liste du bâtonnier sortant du barreau d'Alger est la mieux placée pour décrocher la majorité des sièges au premier tour des élections de renouvellement des membres du conseil de l'Ordre du barreau d'Alger. Le premier tour, qui a eu lieu hier, a vu un seul avocat franchir cette ultime étape : il s'agit de M° Tahar Khiair.*

**Abder Bettache - Alger (Le Soir)** - Le taux d'abstention a constitué l'événement majeur du premier tour des élections de renouvellement des membres du conseil de l'Ordre du barreau d'Alger. Ainsi, sur 5 400 avocats inscrits, seulement 1 800 ont accom-

pli leur devoir électoral, soit un taux de participation au-dessus de 40%.

Cette donne était d'un apport considérable pour la liste conduite par le bâtonnier sortant, M. Sellini Abdelmadjid. Selon le décompte final du premier tour, dont les résultats ont été proclamés tard dans la soirée, la liste présidée par M° Sellini a placé en pole position, et ce, à titre «provisoire», une vingtaine de candidats.

La percée de la liste de Sellini s'explique par deux facteurs : d'une part, le très fort taux d'abstention enregistré et, d'autre part, la dispersion de l'opposition. Selon des indiscrétions, celle-ci n'a pas réussi à mettre en place une stratégie, à même de lui permettre de faire face à la «détermination du bâtonnier sortant pour remporter un quatrième mandat à la tête du conseil de l'Ordre du barreau d'Alger».

Ceci étant, il est à noter, qu'outre la liste conduite par M° Sellini, des avocats connus sur la place d'Alger et candidats à cette élection, à l'image de Noureddine Benisaâd, Chaïb Sadek, Chaoui Abderezzak ou Chérif Lekhlef, sont bien partis pour figurer parmi la trentaine de leurs pairs devant composer le prochain conseil de l'Ordre du barreau d'Alger.

Par ailleurs, il y a lieu de signaler que le second tour de cette élection se tiendra samedi prochain à la cour d'Alger. Selon maître Bentoumi du bâtonnat d'Alger, 133 candidats restent concernés par ce tour.

«Ces derniers, une fois connus, se réuniront pour désigner le bâtonnier qui sera le représentant légal du barreau», a indiqué la même source.

A. B.

APW DE TIZI-OUZOU  
Constitution d'une commission d'enquête sur le secteur de la culture : Ould Kablia dit non

Le ministère de l'Intérieur a rejeté la délibération prise, à la fin du mois de décembre, par le P/APW de Tizi-Ouzou relative à la constitution d'une commission d'enquête sur la gestion du secteur de la culture. C'est ce qu'a annoncé le P/APW dans un point de presse organisé, hier. Il s'agit d'un rejet qui ne repose sur aucun motif valable, selon Mahfoud Bellabas.

«Le ministère de l'Intérieur se réfugie derrière des généralités qui cachent mal sa volonté d'empêcher les élus de dévoiler les gaspillages dont bénéficient les clientèles du régime», considère encore le P/APW pour qui la décision des services d'Ould Kablia est en contradiction avec la loi, arguant du fait que la délibération prise par la majorité de l'Assemblée est conforme aux dispositions du code de wilaya, citant en référence l'article n° 90-09 modifié et complété par l'article 57 du même code de wilaya, ainsi que les articles 24 et 25 du règlement intérieur de la wilaya. M° Aït Mimoun, présent aux côtés du P/APW en tant qu'élu et avocat, précisera que «la démarche de l'APW a fait l'objet d'un accompagnement juridique préalable». Le P/APW s'est dit convaincu que le ministère de l'Intérieur a fait une lecture fallacieuse et élastique de la loi, notamment de l'article 12 du code de wilaya qui oblige l'usage de la langue arabe dans la rédaction des délibérations. «Sur les soixante-quatre délibérations prises par l'APW, seule celle relative à la constitution de ladite commission d'enquête n'a pas été validée par la tutelle ministérielle», selon le confèrencier qui rappellera que «l'APW a eu à constituer par le passé des commissions d'enquête, comme celle, entre autres, qui a porté sur l'exploitation du sable de l'oued Sebaou, sans que le ministère de l'Intérieur ne s'y oppose.

Assimilant le refus du département d'Ould Kablia à du «mépris», le P/APW estime que l'APW s'est engagée en tant qu'institution élue à user de ses prérogatives, à «dénoncer tous les dépassements dont feront preuve les représentants du gouvernement dans notre wilaya». Rappelons que l'APW a estimé nécessaire d'effectuer un contrôle sur les dépenses engagées pour la réfection du théâtre communal Kateb-Yacine par la Direction de la culture à qui a été rétrocedé cet établissement. Les travaux de réfection ont coûté 38 milliards de centimes. La décision de l'Assemblée populaire de wilaya a été diversement appréciée par d'aucuns qui estiment qu'il y a des secteurs plus budgétivores pour des résultats qui ne sont pas visibles sur le terrain, selon la question d'un confrère.

L'APW qui se défend d'avoir fait une fixation sur le responsable d'un secteur donné, promet que la gestion d'autres secteurs sera visée par des commissions de contrôle. Le rejet signifié par le ministère de l'Intérieur à la délibération de l'Assemblée populaire de wilaya fera l'objet d'une procédure en justice.

S. A. M.

SYNDICAT NATIONAL  
DES JOURNALISTES (SNJ)  
Communiqué

Le Syndicat national des journalistes a appris, avec consternation, l'attentat criminel qui a ciblé, samedi 12 mars 2011, une équipe de la chaîne de télévision qatarie Al Jazeera, dans les environs de Benghazi, en Libye, où elle assurait la couverture des événements en cours dans ce pays.

Cet acte ignoble a coûté la vie à Ali Hassan Al Jaber, cameraman de la chaîne, alors qu'un journaliste de la même chaîne, Nacer Al Hadar, s'en est sorti avec de graves blessures.

Le Syndicat s'incline devant la mémoire du défunt et présente ses condoléances les plus attristées à sa famille ainsi qu'à l'ensemble de ses collègues à la chaîne Al Jazeera. De même qu'il souhaite un prompt rétablissement à Nacer Al Hadar.

Cet acte gravissime ne doit, en aucun cas, passer sous silence. Si les assassins doivent répondre de leur crime, il est urgent de mettre fin à cette intolérable situation de chasse aux journalistes que perpétue le régime de Kadhafi. Un régime dont le Syndicat dénonce la répression meurtrière contre la population par ailleurs.

**P/ le Syndicat national des journalistes, le secrétaire général, Kamel Amarni**